



« Il est grand temps que les choses changent... perspectives africaines sur le tournant énergétique »

Recommandations d'action du projet « Paradoxes de la gestion durable - Les technologies `vertes` sont-elles réellement socialement équitables ? »

Éditeur: AfricAvenir International e.V.
Kamerunerstr. 1
13351 Berlin
info@africavenir.org

Dernier développement: Novembre 2013

Pour les commentaires des recommandations d'action nous voulons remercier Clementine Burley, Marie Müller (Bonn International Center for Conversion BICC), Heidi Feldt, Lili Fuhr (Heinrich-Böll-Stiftung), und Peter Fuchs (PowerShift e.V.).

Des suggestions et du feedback complémentaire sont les bienvenues sur
info@africavenir.org.

Avec le soutien financier de :





Recommandations d'action "Paradoxes de la gestion durable"

*L'économie verte ne va pas sauver la planète mais la démocratie verte le peut.
Patel, 2012¹*

Le tournant énergétique est sur toutes les lèvres en Allemagne. Avec des slogans tels que « Il est grand temps que les choses changent »², le ministère de l'environnement Allemand faisait au début de l'année 2013 la promotion de la production énergétique « verte » et appelaient à plus d'efficacité énergétique. L'abandon de l'énergie atomique d'ici 2022 est un consensus politique et social considéré comme irréversible. Le gouvernement vise à une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 85% jusqu'à 2050 sur la base de chiffres de 1990.

L'association berlinoise AfricAvenir International e.V. analyse dans son projet "**Paradoxes de la gestion durable - Les technologies "vertes" sont-elles réellement socialement équitables ?**" les perspectives africaines sur le tournant énergétique en Allemagne et en Europe ainsi que sur l'essor rapide des énergies renouvelables qui lui est lié. En 2012, les intellectuel-le-s et activistes invité-e-s d'origine africaine **Nnimmo Bassey** (Friends of the Earth), **Many Camara** (ARACF - Association des Ressortissants et des Amis de la Commune de Faléa), **Dr. El Mostafa Jamea**, **Tidiane Kassé** (Pambazuka), **Jean-Claude Katende** (ASADHO - Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme), **Kulthoum Omari** (Heinrich-Böll-Foundation, Afrique du Sud), **Silas Kpanan'Ayoung Siakor** (Sustainable Development Institute), Dr. **Odile Tendeng** (Gorée Institut), **Prof. Judi W. Wakhungu** (African Centre for Technology Studies) et **Nozipho Mabebe Wright** (Energia Botswana) ont témoigné, basé sur plusieurs angles régionaux et professionnels du continent, de leurs expériences avec les énergies renouvelables. Des forums de dialogue, une conférence internationale ainsi que des articles d'expert-e-s ont donné la possibilité de discuter des conséquences du tournant énergétique dans le "Nord Global" sur le continent africain.³ Les questions suivantes sont à la base du projet:

¹ Raj Patel & Martin Crook (2012). *At Rio+20, the green economy won't save the planet. But green democracy will.* Commonwealth Advisory Bureau. London.

² [http://www.bmu.de/service/fotos-und-filme/fotogalerien/detailview/?no_cache=1&tx_cpsbmugallery_pi1\[showUid\]=49493&tx_cpsbmugallery_pi1\[image\]=1](http://www.bmu.de/service/fotos-und-filme/fotogalerien/detailview/?no_cache=1&tx_cpsbmugallery_pi1[showUid]=49493&tx_cpsbmugallery_pi1[image]=1)

³ D'autres informations sur le projet « Paradoxes de la gestion durable » ici:

<http://www.africavenir.org/fr/projets-allemande/paradoxes-gestion-durable.html>



Recommandations d'action "Paradoxes de la gestion durable"

- Quelles sont les conséquences sociales, écologiques et économiques de l'extraction et du commerce des matières premières nécessaires à la production des énergies régénératrices?
- Le tournant énergétique a-t-il un potentiel de développement positif pour l'Afrique? Ou n'est-il pour le continent africain que la source d'une nouvelle « malédiction des ressources » et d'une plus grande dépendance à l'importation de technologies chères ?

Les voix africaines sont claires. Elles aussi affirment qu'« il est grand temps que les choses changent ». S'ils applaudissent globalement l'abandon de l'énergie atomique et l'essor des énergies renouvelables, les expert-e-s montrent aussi que ces mesures se font encore trop peu sentir.

En effet, le gouvernement fédéral allemand ne met en avant que la création de nouveaux marchés pour l'industrie allemande dans le secteur des énergies renouvelables⁴ et considère les pays du « Sud global » comme de généreux fournisseurs de matières premières pour la production d'énergie produite dans le Nord sans uranium ou combustibles fossiles. Les expert-e-s invité-e-s par AfricAvenir soulignent de leur côté l'importance de l'impact sur le continent africain de l'extraction de matières premières nécessaires à la production de technologies « vertes ». La conception actuelle du tournant énergétique ne met en avant que le passage de la production d'énergie fossile à non-fossile, en oubliant que celui-ci est pourtant dépendant de l'exploitation de matières premières d'origine non-végétale. En ce sens, le « tournant énergétique » ne concerne en aucun cas les pays fournisseurs de ressources. De plus, les structures de pouvoir inégales dont profite l'Europe pour son approvisionnement énergétique basé sur l'exploitation des matières premières dans le « Sud Global »- sont maintenues, sans qu'aux populations locales ne soit donné aucun droit de regard.

Dans ce contexte, l'expert marocain en énergie Dr. El Mostafa Jamea présente le projet Desertec dont l'objectif est la production d'énergie solaire en Afrique du Nord. En raison de sa superficie, le projet engloutit des hectares de terre mais également d'eau, pourtant si rare et précieuse pour la population locale. Une influence possiblement négative pour l'écosystème n'est pas à exclure. Pourtant les communes locales n'ont participé ni aux

⁴ Voyez: „Exportinitiative Erneuerbare Energien“ du BMWI: <http://www.exportinitiative.de/>



Recommandations d'action "Paradoxes de la gestion durable"

consultations, ni aux processus de décision et l'apport de ce projet pour les populations locales est encore très incertain.

Le tournant énergétique dans sa forme actuelle est plutôt un "Greenwashing", organisé par des économies concentrées sur la croissance, sous le prétexte de "Green Economy". Au lieu de présenter des alternatives sérieuses à l'augmentation permanente de la consommation en matières premières ou de mettre en avant la sécurité d'accès aux matières premières, les débats officiels et la recherche scientifique se concentrent encore trop souvent à l'augmentation de l'efficacité énergétique, notamment par le biais des technologies « vertes ». Mais la réalisation avec succès d'un tournant énergétique socialement équitable requiert un changement de paradigme dans la politique énergétique globale, mais aussi celle de la gestion des matières premières et des ressources. La base de cette politique doit être la reconnaissance de possibilités de développement et de décision autonomes pour les populations concernées. Tous les acteurs/_trices – les gouvernements du Sud et du Nord, la société civile et la coopération au développement – ont le devoir d'agir.

AfricAvenir International e.V., avec les expert-e-s de impliqué-e-s dans le projet revendique ce qui suit :

- 1.) *« Il est grand temps que les conditions d'exploitation changent dans les pays d'extraction de matières premières et que les conflits violents cessent d'être tolérés, voire nourris, par les intérêts économiques. »*

L'usage d'énergies renouvelables est dépendant des matières premières. Pour que ces technologies méritent véritablement l'étiquette "vertes" ou « durables », elles devraient respecter les droits de l'Homme et les standards écologiques et sociaux, tout d'abord pendant l'extraction des matières premières comme le cuivre, bauxite, zinc, indium, sélénium, gallium, tellure, lithium et autres terres rares. Les sociétés civiles africaines et les initiatives européennes sont appelées à demander des comptes aux gouvernements africains et européens pour négocier de nouveaux contrats d'industrie minière prenant en considération les besoins des populations locales.

- 2.) *« Il est grand temps que les populations aient un droit de décision sur l'accès à leurs ressources et disposent de la souveraineté sur leur usage et leur transformation. »*

Adaptés aux contextes locaux, les communautés devraient pouvoir défendre leurs intérêts dans le sens de la « démocratie verte » et ne pas être forcés de se soumettre



Recommandations d'action "Paradoxes de la gestion durable"

aux intérêts du marché dictés par « l'économie verte » du Nord. Le pouvoir de détermination de ce qui est « durable » ou ne l'est pas ne devrait pas être laissé seulement aux investisseur-e-s et consommateurs/_trices du Nord. Le gouvernement fédéral d'Allemagne devrait soutenir les pays du Sud en mettant en place le « Prior Informed Consent » (FPIC)⁵, afin de faciliter le développement de stratégies des populations concernées pour faire accepter leur droit à la consultation libre, informée et en temps utile avant la mise en place de nouveaux projets énergétiques.

« L'économie verte » s'appuie sur la valorisation de la nature et des ressources vitales.⁶ Le financement des matières premières comme avec le « Clean Development Mechanism » (CDM) peut seulement être un outil de travail pour l'application du tournant énergétique. La souveraineté de décision et le droit de disposition par rapport à la valorisation des ressources, en particulier de l'eau, de la terre et des produits alimentaires, devraient revenir aux communautés concernées. Les communautés locales et les gouvernements devraient avoir le droit de protéger certains secteurs de l'exploitation de ressources.

3.) « *Il est grand temps que le secteur des énergies renouvelables soit démocratisé.* »

Toute la chaîne de production, de l'extraction des matières premières jusqu'à la production d'énergie devrait être accessible et compréhensible pour les consommateurs du Nord et les populations des régions fournisseuses de matières premières. Les sociétés civiles en Europe et en Afrique devraient revendiquer fermement leur droit à l'information quant à l'élaboration et la mise en place de projets dans le secteur des énergies renouvelables et la répartition des profits.

4.) « *Il est grand temps que l'approvisionnement en énergie soit organisé de façon décentralisée.* »

Le message central des invité-e-s d'AfricAvenir est la nécessité d'un renforcement de la décentralisation de l'approvisionnement en énergies renouvelables.. En cela se trouve l'avantage considérable des énergies renouvelables pour le continent africain. Les régions,

⁵ Voyez: <http://www.humanitaeres-voelkerrecht.de/ERiV.pdf>; [International Labor Organization Convention 169.](http://www.ilo.org/dyn/normlex/ui/show?p=convention&cl=169)

⁶ Voyez: Nnimmo Bassey (2013): "The green economy idea that environmental services can be monetised and paid for, makes the planet one huge market and those that can pay for these services become the 'true' owners of nature, even as the majority of citizens are relegated to the role of mere customers." Tous l'article: "Between Eti Uwem and Green Capitalism (Green Democracy)" sous: <http://www.africavenir.org/news-archive/newsdetails/datum/2013/02/04/between-eti-uwem-and-green-capitalism-green-democracy.html>



Recommandations d'action "Paradoxes de la gestion durable"

surtout rurales, n'ayant pas accès au réseau électrique national pourraient ainsi être ravitaillées en énergie. Le droit de regard et de co-décision des citoyen-e-s du Sud et du Nord sur leur approvisionnement en énergie et leur implication y compris au sein des projets énergétiques est un point central. La souveraineté énergétique au profit des besoins et des marchés locaux ainsi que le soutien au développement régional devraient constituer des objectifs de long-terme en Afrique comme en Europe.

5.) *« Il est grand temps que la valorisation et la production des technologies vertes aient lieu en Afrique! »*

Comme pour d'autres secteurs de production, il est indispensable que l'Afrique se libère de la dépendance aux importations de technologies chères et commence à élaborer sa propre production de technologies vertes. C'est là que l'Allemagne, en tant que fabricant averti dans le secteur des énergies renouvelables, peut soutenir les pays africains dans l'acquisition de capacités et de compétences, ou peut devenir précurseuse pour un mandat commercial alternatif (ATM) de l'UE.⁷ Ceci devrait servir en premier lieu au développement d'une production africaine autonome et pas seulement à la protection des nouveaux marchés pour les entreprises allemandes. Il est nécessaire de respecter le droit et la marge d'appréciation des pays de destination pour réguler les conditions d'investissement ainsi que le secteur de matières premières et d'énergie.

7.) *"Il est grand temps que le gouvernement allemand s'engage pour l'abandon de l'énergie atomique dans toute Europe."*

L'abandon de l'énergie atomique décidé en Allemagne ne suffit pas. L'Allemagne, force motrice de l'Europe, a le devoir de revendiquer l'abandon de l'énergie atomique dans toute l'UE ainsi que de rejeter les garanties pour l'énergie atomique dans la subvention du commerce extérieur. Les risques de l'énergie nucléaire dans les pays d'extraction d'uranium et pour les fabricant-e-s et les consommateur/trices ne sont plus acceptables.

Les expériences rassemblées en échange avec les expert-e-s africain-e-s indiquent la direction à suivre pour la politique, l'économie et la coopération au développement, de « l'économie verte » à la « démocratie verte ».

Des normes minimales utilisant la compatibilité sociale et écologique devraient être imposée pour l'exploitation de matières premières destinées à la production d'énergies renouvelables ou bien de technologies vertes. Les procédés de certification peuvent au mieux compléter

⁷ <http://www.alternativetrademandate.org/wp-content/uploads/2012/08/ATM-Vision-Paper-Deutsch.pdf>



Recommandations d'action "Paradoxes de la gestion durable"

l'application et le contrôle des standards internationaux déjà en place, mais ils ne remplacent pas le changement des mentalités pour une évolution de nos styles de vie vers une réduction de la consommation des ressources et énergétique et une plus grande participation démocratique des populations dans les pays d'exploitation de matières premières.

Des stratégies de garantie de marché devraient être reconsidérées au bénéfice d'une politique de gestion des ressources durable, sociale et équitable en matière de politique environnementale. Le gouvernement fédéral allemand a la possibilité dans l'UE et le G20 ainsi que dans l'ONU, dans la Banque Mondiale et dans les banques régionales de la coopération au développement d'influer sur la situation des populations dans le « Sud Global ». Cette influence sera d'autant plus positive, si la politique allemande en matière d'affaires étrangères, de commerce extérieur, de développement ainsi que d'environnement et d'énergie fait preuve de cohérence et vise à la protection des droits de l'homme et de l'environnement.⁸

La promotion active de structures décentralisées et basées sur l'initiative individuelle est indispensable. Ainsi seulement serait possible une vraie participation dans le « Sud Global », par exemple par l'encouragement ciblé des initiatives locales de Minigrad et Off-Grid ou d'autres projets d'exploitation de matières premières.

Pour garantir la préservation commune des droits inaliénables de tous les êtres-humains⁹ ainsi que des ressources limitées de notre planète, il est nécessaire de se démarquer de la compétition globale sous la maxime d'une croissance permanente pour adopter l'objectif d'une coopération solidaire entre le Nord et le Sud sur un pied d'égalité et d'une nouvelle répartition de richesses.

"Il est temps pour les citoyen-ne-s du monde de réclamer urgemment leur souveraineté et ne pas regarder impuissant(e)s les puissances politico-corporatistes faire tomber le monde en déconfiture." (Nnimmo Bassey)

⁸ Comparez: "Anforderungen an eine Zukunftsige Rohstoffstrategie – Vorläufige Stellungnahme zivilgesellschaftlicher Organisationen zur Rohstoffstrategie der Bundesregierung" (2010), page. 2.

⁹ Charte de Banjul - Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples - Article 21, (Juin 1981):

(1) Les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations. En aucun cas, un peuple ne peut en être privé,



Recommandations d'action "Paradoxes de la gestion durable"

Ces recommandations d'action sont basées sur les articles et forum de dialogues suivantes, ainsi que sur une conférence dans le cadre du projet "Paradoxes de la gestion durable":

- Nnimmo Bassey (2013): *Between Eti Uwem and Green Capitalism (Green Democracy)* <http://www.africavenir.org/en/news-archive/newsdetails/datum/2013/02/04/between-eti-uwem-and-green-capitalism-green-democracy.html>
- Many Camara (2013): *Le tournant énergétique dans les pays d'exploitation d'uranium - Exemple du Mali.* <http://www.africavenir.org/en/news-archive/newsdetails/datum/2013/02/07/many-camara-le-tournant-energetique-dans-les-pays-dexploitation-duranium-exemple-du-mali.html>
- Dr. El Mostafa Jamea (2013): *Local Alternatives to Desertec Initiative in North Africa* <http://www.africavenir.org/en/news-archive/newsdetails/datum/2013/02/05/local-alternatives-to-desertec-initiative-in-north-africa.html>
- Silas Kpanan'AYoung Siakor (2013): *The Real Price of Europe Going Green* <http://www.africavenir.org/en/news-archive/newsdetails/datum/2013/02/05/the-real-price-of-europe-going-green.html>
- Nozipho Mabebe Wright (2013): *Who has access to renewable energies in Africa?* <http://www.africavenir.org/en/news-archive/newsdetails/datum/2013/02/05/who-has-access-to-renewable-energies-in-africa.html>

D'autres informations sur l'ensemble du projet sur:

<http://www.africavenir.org/fr/projets-allemande/paradoxes-gestion-durable.html>

D'autres sources:

- Heinrich Böll Stiftung in Kooperation mit dem Wuppertal Institut (2012). *International Resource Politics - New challenges demanding new governance approaches for a green economy.* Vol. 26, Publication Series on Ecology. Berlin.
- Raj Patel & Martin Crook (2012). *At Rio+20, the green economy won't save the planet. But green democracy will.* Commonwealth Advisory Bureau. London.
- PowerShift e.V. (2011). *Oben hui, unten pfui? Rohstoffe für die „grüne“ Wirtschaft: Bedarfe – Probleme – Handlungsoptionen für Wirtschaft, Politik & Zivilgesellschaft.* Berlin.
- *Comhlámh, AITEC and WEED (2012). Alternatives on Resource Trade and Access to Information in Africa A response to EU policy on raw materials by Dr Claude Kabemba.* Comhlámh.